



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

FINANCES 1.2

N° : 2024-10-43

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 octobre 2024

Date d'affichage :

12 octobre 2024

VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstention : 0

Présents : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

Absents et représentés : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

**ADOPTION AU 1ER JANVIER 2025 DE LA
NOMENCLATURE M57**

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

La nomenclature M57 est devenue de plein droit le référentiel comptable de l'ensemble des collectivités (régions, département, EPCI, communes, etc...). L'objectif est d'harmoniser les nomenclatures comptables de ces différentes entités. Ce nouveau référentiel comptable recodifie les natures de comptes et définit une comptabilité analytique fonctionnelle plus précise.

Afin d'abandonner la M14 et de passer en M57, la Ville a obtenu l'accord du Comptable public. Le Conseil municipal doit délibérer sur sa volonté de passer en M57, doit doter la Ville d'un règlement budgétaire et financier et doit délibérer sur les nouvelles modalités de comptabilisation des amortissements, qui en M57, se fait dès l'entrée du bien dans l'actif et non l'année d'après, ce qui est le cas en M14.

L'adoption de la M57 marquera également la fin du Compte Administratif et du Compte de Gestion qui seront remplacés par le Compte Financier Unique (CFU).

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver le passage à la nomenclature M57.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 106 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 dite NOTRe,

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20241028-2024-10-43-DE
Date de réception préfecture : 28/10/2024

VU l'arrêté interministériel du ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'Action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

VU l'avis favorable de la Commission Vie municipale du 9 octobre 2024,

CONSIDERANT que la Commune souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2025, et a obtenu un avis favorable du Comptable Public,

CONSIDERANT que la nomenclature M57 est devenue la norme comptable pour les collectivités,

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE DE :

ARTICLE 1 : AUTORISER le changement de nomenclature budgétaire et comptable de la Ville du Raincy au 1^{er} janvier 2025 en adoptant la M57,

ARTICLE 2 : AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

ARTICLE 3 : DIRE qu'ampliation de cette délibération sera transmise au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.